

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Cadre-europeen-Climat-Energie-2030.html>

Accord historique ou report à plus tard ?

Cadre européen Climat-Énergie 2030

- Planète - Contribution Ecologique -



Date de mise en ligne : lundi 27 octobre 2014

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous
droits réservés

L'Europe vient d'adopter un objectif de baisse de 40% de ses émissions de CO2 d'ici 2030, par rapport au niveau de 1990. L'objectif affiché est de diminuer de 80% les émissions de CO2 d'ici à 2050, afin d'anticiper et faciliter un possible accord international lors de la prochaine conférence de Paris en 2015. Il prévoit également de porter à 27% la part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique, ainsi que 27% d'économie d'énergie.

Les français s'inquiètent des changements climatiques, selon un sondage Métovista, et si les médias semblent se féliciter de cet accord "historique", d'autres voix se font entendre :

"La lutte contre le réchauffement climatique ne peut plus attendre !" pour le PCF, le Front de Gauche et la Gauche Européenne, "un accord peu ambitieux pour les EnR" pour le SER, "Les chefs d'Etat de l'Europe choisissent le plus petit dénominateur commun" pour le réseau Action Climat de France, "L'Europe échoue au test de crédibilité" pour le WWF

Réactions des parties prenantes à suivre sur CDURABLE.info

La lutte contre le réchauffement climatique ne peut plus attendre !



Les objectifs semblent ambitieux, et pourtant, malgré le fiasco du marché carbone et son discrédit complet, il est de nouveau largement fait appel aux ventes de quotas CO2 pour financer la modernisation des installations industrielles fortement émettrices de gaz à effet de serre.

D'autre part, le calendrier, et le rythme de baisse des émissions de CO2, repoussent l'essentiel des efforts pour la période 2030-2050. C'est irresponsable, car c'est surtout le volume final de CO2 effectivement émit d'ici 2050 qui va déterminer l'ampleur du réchauffement climatique, et non le niveau d'émission annuel à l'arrivée en 2050. Il y a donc urgence à agir vite, en programmant dès maintenant un rythme de baisses d'émissions de CO2 plus important. Il faut donc cesser ce jeu qui consiste à repousser indéfiniment les difficultés aux décennies suivantes.

L'accord prévoit également de coûteuses interconnexions énergétiques surdimensionnées entre les pays membres, constituant de véritables autoroutes pour transporter et vendre du gaz et de l'électricité, à travers toute l'Europe. On fait ici de nouveau confiance au marché, solution miracle aux problèmes d'approvisionnement et moyen d'inciter au développement des énergies renouvelables.

Plus que jamais, l'énergie ne doit pas devenir une marchandise comme les autres, se vendant au plus offrant, d'un bout de l'Europe à l'autre, au grès du prix de la bourse et sujet à toutes les spéculations. La lutte contre le


réchauffement l'exige encore plus. Le PCF à travers la GUE (Gauche Unitaire Européenne) propose de rompre avec les politiques d'austérité et de financer par l'endettement « sain » auprès de la BCE, les grands programmes visant une société bas carbone à l'échelle de l'Europe. D'autre part le marché et le recours exclusif au secteur privé, avec les logiques de profit à court terme, ne sont pas à la hauteur des enjeux qui nécessiteront des temps longs et d'importants investissements publics. Le service public est donc incontournable, à l'opposé des politiques de dérégulation et de privatisation réaffirmées dans cet accord.


 www.pcf.fr

Un accord peu ambitieux pour les EnR

Lors du Conseil Européen de cette semaine consacré à la lutte contre le dérèglement climatique, l'union européenne a adopté plusieurs objectifs à l'horizon 2030 : 40 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les chefs d'État et de gouvernement se sont aussi entendus sur deux autres objectifs : porter à 27 % la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie (contre 14% actuellement) et réduire la consommation d'énergie de 27 % par rapport à 1990.

Les professionnels des énergies renouvelables réunis au sein du SER rappellent :

 que l'objectif EnR adopté est en deçà du potentiel atteignable à cet horizon et qu'il est nécessaire que l'Europe, après avoir beaucoup investi dans ces technologies faisant baisser substantiellement les coûts de production, ne relâche pas l'effort au moment même où les filières des énergies renouvelables sont compétitives et qu'elles emploient plus de 1,2 millions de personnes dans l'Union européenne ;

 que le développement des énergies renouvelables, outre la sécurité d'approvisionnement qu'il procure, est le meilleur moyen de permettre d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et qu'en cela, un objectif ambitieux de développement des énergies renouvelables renforce la faisabilité de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

Jean-Louis BAL, Président du SER déclare « *l'objectif européen en matière de déploiement des énergies renouvelables est sous-dimensionné par rapport aux investissements passés alors même qu'il concourt à l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la sécurité d'approvisionnement du continent. Un an avant la conférence des parties sur le climat qui se tiendra à Paris, nous nous réjouissons que la France avec un objectif de 32% inscrit dans la loi de transition énergétique se soit fixé une ambition à la hauteur des enjeux* ».

 www.enr.fr

Les chefs d'Etat de l'Europe choisissent le plus petit dénominateur commun



Célia Gautier, responsable des politiques européennes au Réseau Action Climat :

▶ **Sur la baisse des gaz à effet de serre :**

Une baisse des gaz à effet de serre de 40% en 2030 par rapport à 1990 n'est pas en ligne avec les objectifs de long terme de l'Europe, d'ici à 2050. Un tel objectif risque de maintenir l'Europe dans une addiction aux énergies sales (charbon, pétrole). L'objectif ne permettra pas non plus d'inciter l'industrie européenne à investir dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie, malgré les avantages économiques et en termes d'emploi que ces investissements représentent.

C'est maintenant à la Commission européenne d'agir, en utilisant le "au moins" placé devant l'objectif sur les gaz à effet de serre pour proposer une augmentation de cet objectif avant la Conférence de Paris sur le climat. La France doit soutenir une telle augmentation. C'est seulement en rehaussant l'objectif que l'Europe pourra montrer à la communauté internationale qu'elle souhaite être exemplaire et créer une dynamique positive dans les négociations internationales sur le climat.

▶ **Sur les économies d'énergie :**

Le faible objectif décidé par les chefs d'État de l'UE sur les économies d'énergie (au moins 27%) se traduira pas un ralentissement des progrès dans ce domaine après 2020, par rapport aux tendances actuelles. En mettant un frein aux économies d'énergie, les gouvernements perdent une occasion unique d'améliorer la sécurité énergétique de l'Europe et de promouvoir des centaines de milliers de créations d'emplois.

▶ **Sur les énergies renouvelables :**

L'objectif décidé par les dirigeants des Vingt-Huit sur les énergies renouvelables (27% en 2030) est un net recul. Il équivaut à un spectaculaire ralentissement du développement des énergies renouvelables en Europe. Les chefs d'État ont ignoré les appels des citoyens, des collectivités territoriales, et de nombreuses entreprises pour viser plus loin.



www.rac-f.org

L'Europe échoue au test de crédibilité

Le Conseil européen est parvenu dans la nuit de jeudi à vendredi un accord sur son cadre Climat-Énergie pour 2030 : au moins 40% de réduction des gaz à effet de serre, au moins 27% d'énergies renouvelables et au moins 27% d'économies d'énergie. En se contentant de cet accord, les dirigeants de l'UE ont manqué l'occasion de construire un avenir meilleur pour les citoyens européens, qui auraient bénéficié d'un accord plus ambitieux. En ralentissant le rythme de l'action climatique de l'UE, le Conseil européen est resté bien en-deçà de ses ambitions et des attentes nourries à l'égard de l'Europe à l'échelle internationale.

Selon Jason Anderson, chef des politiques climat-énergie au bureau européen du WWF, " *Les dirigeants européens sacrifient notre avenir sur l'autel de la politique. Les résultats d'aujourd'hui semblent avoir été obtenus pour ménager les intérêts de la « vieille économie », au détriment du bien-être des citoyens et des industries propres d'avenir. L'accord sera bien accueilli par les grands pollueurs car il leur permet d'échapper à des contraintes financières en cas de pollution significative, pour au moins une décennie* ".

Avec des objectifs d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables à peine au-dessus des tendances actuelles, un marché européen du carbone qui restera inefficace pour la prochaine décennie et l'absence de solution pour enrayer le charbon, les efforts européens en matière de lutte contre le changement climatique et de promotion des énergies propres ont été passés au second plan par le Conseil européen.

Selon Diane Simiu, Directrice des programmes de conservation du WWF-France, " *C'est un pays européen qui recevra la conférence des nations unies sur le climat décisive en décembre 2015 : la France. Il lui faudra donc une position plus forte pour asseoir sa crédibilité. Les mois à venir seront déterminants car ils pourront servir à atténuer les points les plus néfastes de cette décision* ".

Pierre Cannet, Responsable du programme Climat et Energie de WWF-France juge quant à lui " *qu'au moins l'Europe ne ferme pas totalement la porte à plus d'ambition. C'est une première de voir ainsi trois objectifs précédés*

de la mention "au moins". L'UE devra réussir à décoller de ces objectifs plancher. La France qui présidera la conférence Paris Climat 2015 aura un rôle moteur à jouer dans cet exercice politique européen clé".

L'UE devra revoir sa copie, car elle-même formule des exigences sur le climat auprès des États-membres des Nations Unies. Les pays membres qui ont compris les avantages d'une action climatique claire vont essayer de combler le vide politique intérieur, mais l'action sera fracturée, et une réponse politique de l'UE sera nécessaire.

Les prochaines étapes :

Plusieurs éléments sont nécessaires pour éviter que les décisions du conseil ne bloquent les progrès européens en matière de climat et d'énergie :

▶ dans les discussions à l'ONU, l'UE appuie une évaluation du fossé entre les réductions prévues et celles qui seraient nécessaires pour rester en dessous de 2°C de réchauffement climatique. Cela sera utilisé pour pousser les pays à accentuer leurs engagements - faisant de l'UE un candidat idéal pour réaliser une telle révision à la lumière de la faible ambition affichée au Conseil.

▶ l'UE doit avancer une suite de mesures, pas seulement portées sur son marché de quotas d'émissions. Une révision de sa directive efficacité énergétique et des améliorations des marchés et des infrastructures permettant plus de renouvelables seront essentiels. L'introduction de critères de performance d'émission permettrait d'éviter les pires pilliers d'affaiblir les changements vers une énergie propre.

▶ la réserve du marché de stabilité de quotas acté par le ce doit être amendée pour intervenir plus tôt et accélérer l'annulation de l'excès de tonnes toxiques qui empoisonnent le fonctionnement du marché du carbone.

▶ en échappant aux objectifs nationaux contraignants pour les renouvelables et en échouant à faire de l'objectif d'efficacité un objectif contraignant soit au niveau national ou européen, les États membres ont mis leur mise en oeuvre en danger et ajouté de l'incertitude. La gouvernance devra être très bien pensée permettant à la fois une mise en oeuvre au niveau domestique et également de rendre comptables les États membres pour leurs politiques pour les renouvelables et les économies d'énergie.

▶ www.wwf.fr

L'impératif d'une ambition pour le climat"



Le CESE se réjouit de l'accord sur un plan de lutte contre le réchauffement climatique à l'horizon 2030 auquel est parvenu le Conseil Européen. Le CESE aurait toutefois souhaité que des objectifs plus proches des analyses scientifiques soient adoptés.

La France présidera, en Décembre 2015, la 21^{ème} Conférence sur le climat (COP21) et l'Union européenne devra s'affirmer unie et porteuse d'engagements forts. Dans ce contexte le CESE a voté le 14 octobre une résolution qui encourageait la France et le Président de la République à défendre au Conseil Européen des 23 et 24 octobre l'adoption d'un nouveau paquet climat énergie ambitieux.

Le CESE se réjouit de l'accord qui a été signé vendredi dernier lors du dernier conseil européen, l'Europe avait besoin d'asseoir une position claire et audible dans la perspective de la COP 21.

Notre assemblée regrette en revanche que les objectifs, notamment en matière de réduction des gaz à effet de serres soient en décalage avec les prescriptions scientifiques maintes fois rappelées par le GIEC.

Le CESE souhaite à nouveau rappeler qu'il est vital que l'Europe développe dès à présent une réelle politique d'investissement pour assurer la transition vers une économie sobre en carbone et en ressources naturelles, et de manière à garantir la crédibilité de l'UE dans les négociations internationales.

Au cours de ces dernières années, le Conseil s'est exprimé à de nombreuses reprises sur les défis du changement climatique, notamment au travers de quatre avis :

- ▶ [L'adaptation de la France au changement climatique mondial](#) (Jean Jouzel et Antoine Bonduelle, 2014)
- ▶ [Rio+20 : un rendez-vous majeur pour l'avenir de la planète](#) (Françoise Vilain, 2012)
- ▶ [La transition énergétique : 2020-2050 : un avenir à bâtir, une voie à tracer](#) (Catherine Tissot-Colle et Jean Jouzel, 2013)
- ▶ [Les négociations climatiques internationales à l'aune de la Conférence de Durban](#) (Céline Mesquida, 2011)
- ▶ www.lecese.fr

L'Union européenne est en bonne voie pour atteindre ses objectifs climat et énergie d'ici 2020, mais un effort accru sera nécessaire pour 2030

Agence européenne pour l'environnement



D'après une nouvelle analyse de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), les émissions de gaz à effet de serre dans l'Union européenne (UE) ont diminué de près de 2 % entre 2012 et 2013, ce qui rapproche beaucoup l'UE de son objectif de réduction pour 2020. L'Union est également en bonne voie pour atteindre deux autres objectifs visant à promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique d'ici 2020.

[http://www1.eea.europa.eu/fr/pressroom/newsreleases/grace-aux-politiques-menees-l2019union/image_xlarge]
Image © Andreas Klinke Johannsen

L'Europe est en bonne voie pour atteindre ses objectifs d'ici 2020. Même dans le contexte de récession économique de ces dernières années, manifestement, les politiques et les mesures fonctionnent et ont joué un rôle essentiel pour atteindre ce résultat intermédiaire.

D'après l'analyse de l'AEE portant sur les projections des états membres, l'UE réduira probablement ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 21 % d'ici 2020, par rapport aux niveaux de 1990, dépassant ainsi son objectif de 20 %. Avec 14 % de la consommation d'énergie finale provenant des énergies renouvelables en 2012, l'UE est en avance sur sa trajectoire prévue pour atteindre 20 % d'énergies renouvelables en 2020. De même, la consommation énergétique de l'UE diminue plus rapidement que strictement nécessaire pour atteindre l'objectif d'efficacité énergétique pour 2020.

« Notre analyse montre que l'Europe est en bonne voie pour atteindre ses objectifs d'ici 2020 », explique Hans Bruyninckx, le directeur exécutif de l'AEE. « Même dans le contexte de récession économique de ces dernières années, les politiques et les mesures fonctionnent et ont manifestement joué un rôle essentiel pour atteindre ce résultat intermédiaire. Toutefois, ne nous reposons pas sur nos lauriers. Les analyses que nous publions aujourd'hui mettent en lumière des pays et des secteurs dans lesquels les progrès ont été plus lents que prévus ».

Au niveau des états membres, le tableau est plus mitigé que pour l'ensemble de l'Union. Neuf pays ont réalisé des progrès importants sur la voie des trois objectifs politiques liés - la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique -, et aucun État membre ne présentait des résultats inférieurs aux objectifs dans tous les domaines. Toutefois, trois états membres risquent de ne pas atteindre leurs objectifs individuels pour 2013 en matière de gaz à effet de serre, en vertu de la [décision relative à la répartition de l'effort \(en\)](#), et les projections pour six états membres indiquent que ceux-ci n'atteindront pas leurs objectifs pour 2020 avec les politiques et mesures nationales. En outre, les projections émanant des états membres font état de réductions d'émissions faibles, voire inexistantes, dans les secteurs des transports et de l'agriculture.

Après 2020

La semaine dernière, les chefs d'état et de gouvernement européens sont convenus de [nouveaux objectifs pour 2030 \(en\)](#), visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % par rapport aux niveaux de 1990, à porter la part des énergies renouvelables à au moins 27 % de la consommation d'énergie finale, et à atteindre une réduction d'au moins 27 % de la consommation énergétique par rapport aux niveaux de référence.

Les projections actuelles pour 2030 indiquent que des efforts supplémentaires sont nécessaires, aux niveaux national comme européen, pour maintenir l'UE sur la voie de ses nouveaux objectifs et de ses objectifs à plus long terme. Ceux-ci visent à décarboner le système énergétique européen et à atteindre une réduction de 80 à 95 % des émissions de gaz à effet de serre de l'union européenne d'ici 2050.



[Communiqué de presse de la commission européenne \(en\)](#)

Ressources

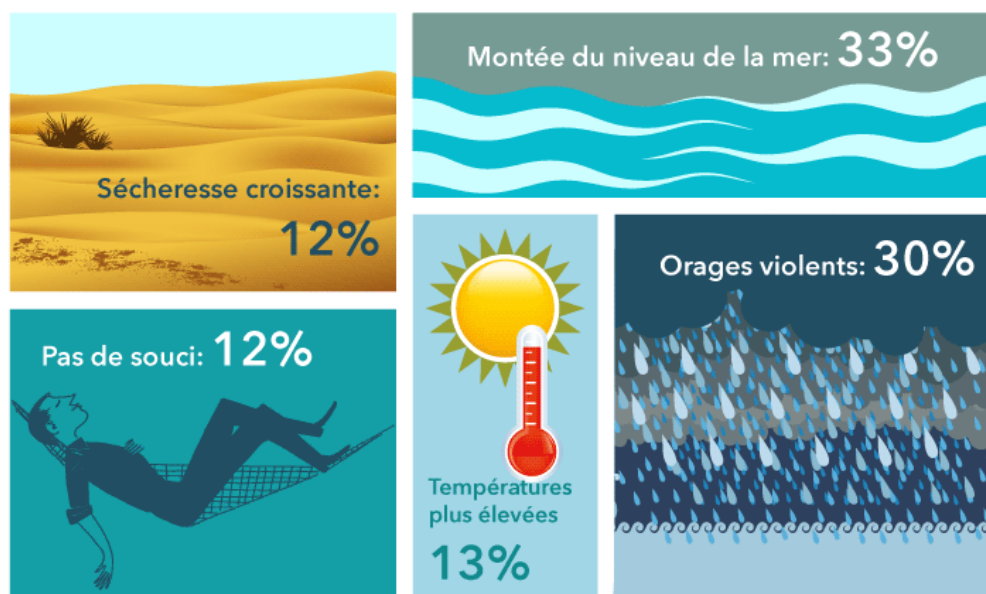
L'ensemble de documents publiés aujourd'hui par l'EEA contient les éléments suivants :

- ▶ [Tendances et projections 2014 en Europe \(en\)](#) , document qui examine les progrès réalisés sur la voie des 3 principaux objectifs [climat et énergie de l'UE \(en\)](#) sur le climat et l'énergie.
- ▶ [Un inventaire par approximation des gaz à effet de serre en Union européenne en 2013 \(en\)](#) , qui fournit les estimations préliminaires des émissions de gaz à effet de serre. Les données finales pour 2013 seront publiées au printemps 2015.
- ▶ [L'état d'avancement vers les objectifs 2008-2012 du protocole de Kyoto \(en\)](#) .
- ▶ Les [Profils nationaux \(en\)](#) regroupant les données et informations sur les politiques en matière de gaz à effet de serre et d'énergie dans chacun des 28 états membres de l'UE.
- ▶ [La base de données actualisée des politiques et des mesures \(en\)](#) .
- ▶ [L'outil de visualisation de données du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne \(en\)](#) , mis à jour.
- ▶ [La part des énergies renouvelables dans la consommation finale brute d'énergie \(en\)](#) - Indicateur.

Les Français s'inquiètent des effets des changements climatiques

Les Français s'inquiètent des effets des changements climatiques

Les Français craignent particulièrement la montée du niveau de la mer



Presque 90% des Français s'inquiètent des changements climatiques, selon [Meteovista.fr](#). Pour environ 30% d'eux le danger le plus grand c'est la montée du niveau de la mer. De nombreuses personnes s'inquiètent également des orages violents. Considérablement moins des Français sont préoccupés du phénomène de la sécheresse ou de la montée des températures.

D'autres pays sont moins préoccupés

En France 12% des citoyens ne s'inquiètent pas des changements climatiques. Aux Pays-Bas, en Angleterre et en Pologne le nombre des habitants « insouciant » atteint 30%. En général, la majorité des personnes sont préoccupées des orages de plus en plus violents et de la montée du niveau de la mer. C'est curieux que les Français, les Allemands et les Belges admettent plus souvent qu'ils s'inquiètent de la montée du niveau de la mer que les Néerlandais dont le pays est menacé par ce problème beaucoup plus que les autres.

Réchauffement climatique

La montée du niveau de la mer et les extrêmes phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents (orages violents, vagues de chaleur, périodes de sécheresse) sont liés directement au réchauffement climatique. Comme il résulte des mesures, la température sur terre s'élève depuis quelque temps déjà et ce processus devient de plus en plus rapide (dans les décennies récentes). Dans le XXIème siècle, dans la perspective globale les années concurrentes battent tous les records. Parmi les 15 années les plus chaudes depuis 1850, 14 sont des années récentes ! Les années 2010 et 2005 ont été les plus chaudes jusqu'à maintenant (moyennement dans le monde entier). Mais l'année 2014 s'apprête à être classée comme une des 10 années les plus chaudes dans le monde, dans l'histoire des mesures.

Questions et réponses concernant les changements climatiques :

Les météorologues de Meteovista reçoivent de nombreuses questions au sujet des changements climatiques. Nous répondons sur quelques-unes des questions les plus fréquentes ci-dessous :

▶ Les changements climatiques ne sont-ils pas causés par des facteurs naturels ?

Non, l'effet des facteurs naturels sur le climat est beaucoup plus petit que la concentration des gaz à effet de serre montant rapidement.

▶ La température sur terre s'élèvera-t-elle beaucoup encore ?

Si la concentration des gaz à effet de serre continue à monter à la même vitesse que maintenant, dans le pire cas la température de l'air dans ce siècle s'élèvera moyennement de 5 degrés.

▶ Le nombre des catastrophes naturelles liées aux phénomènes atmosphériques s'élèvera-t-il ?

Oui. Les zones sèches sont touchées de plus en plus souvent par des sécheresses, et les zones humides sont menacées par des précipitations abondantes et des inondations dans un degré devenant constamment plus grand. Ces événements météorologiques extrêmes contribuent largement aux dommages sociaux.

▶ www.meteovista.fr